

ALERTE

34 fédérations et associations nationales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion membres de la Commission lutte contre la pauvreté de l'UNIOPSS et des collectifs inter-associatifs locaux présents dans 8 régions (Uriopss)

Paris, le 6 septembre 2022

Communiqué de presse

Nous participerons au Conseil national de la refondation pour exiger un quinquennat social !

Sans naïveté et avec détermination, le collectif ALERTE se rendra, à l'invitation du président de la République, au lancement du Conseil national de la refondation (CNR) le 8 septembre prochain, avec un objectif très clair : mettre la question sociale au cœur des débats et exiger des mesures structurelles immédiate pour éradiquer la grande pauvreté.

Face à l'inflation galopante qui touche le plus durement les plus pauvres et modestes, le collectif ALERTE ne manquera pas de porter, jeudi prochain, ses principales revendications « Pour un quinquennat social » : la revalorisation des minima sociaux au-dessus du seuil de pauvreté, l'ouverture du RSA aux jeunes dès 18 ans, la lutte contre le chômage de longue durée, le soutien au logement abordable, ainsi qu'une réforme fiscale juste assurant la redistribution des supers profits et des hauts patrimoines.

Les associations de solidarité rappelleront également la nécessité d'accompagner les ménages les plus fragiles dans la transition énergétique, lesquels paient aujourd'hui le plus lourd tribut. L'objectif sera de construire, avec le gouvernement, des mesures structurelles pour éradiquer durablement la pauvreté. Plus que jamais, il est temps de sortir des mesures ponctuelles « coup de pouce ».

Par ailleurs, puisque le CNR doit, selon le président Emmanuel Macron, fabriquer du consensus, le collectif ALERTE demande au gouvernement de revenir sur ses projets qui divisent la société française : la réforme des retraites et la réduction des allocations chômage en fonction du taux de chômage qui inquiètent, sans oublier l'instauration de contreparties au versement du RSA et la nécessité d'une loi sur l'immigration qui respecte la dignité des étrangers en précarité.

Le collectif ALERTE attend ainsi du CNR qu'il soit un réel lieu de concertation, prenant pleinement en compte l'apport des acteurs de la société civile et pas seulement un espace de consultation, comme cela a trop souvent le cas lors du précédent quinquennat.

Nous demandons aussi à ce que le CNR prenne en compte tous les travaux réalisés en amont sur la question de la grande pauvreté, en particulier les avis et recommandations des institutions de la République qui ont rendu des avis sur le sujet : CESE, CNLE, CNCDH, France stratégie, etc.

Le collectif ALERTE se tient à la disposition du gouvernement pour construire des mesures justes afin d'éradiquer durablement la pauvreté et permettre le plein emploi en soutenant les ménages éloignés de l'emploi.

Contacts presse :

Uniopss/ALERTE : Valérie Mercadal - 01 53 36 35 06 / 07 – vmercadal@uniopss.asso.fr

Uniopss/ALERTE : Manon Jullien – 01 53 36 35 09 – mjullien@uniopss.asso.fr